

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**  
**Séance du 11 mars 2022**

**Point 5d de l'ordre du jour**  
**Délibération n° 2022-10**

**Autorisant l'abondement d'un fonds de concours destiné au programme budgétaire de l'Etat n° 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation dans le cadre de la lutte contre la propagation du virus de la COVID 19**

Vu les missions de Santé publique France précisées aux articles L. 1413-1 et suivants du code de santé publique, et notamment ses articles L. 1413-4 et L. 1413-9 ;

Vu l'article R.1413-12 du code de la santé publique ;

Vu la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 portant diverses dispositions de vigilance sanitaire et prolongeant l'état d'urgence sanitaire jusqu'au 31 juillet 2022 ;

Vu les articles 175, 176 et 177 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu la délibération n°2016-08 du conseil d'administration du 19 octobre 2016 relative à l'adoption des seuils de compétence du conseil d'administration concernant les contrats, marchés publics, concours et subventions ;

Vu la délibération n°2022-06 du conseil d'administration en date du 11 mars 2022 approuvant un premier budget rectificatif pour l'exercice 2022 ;

Le Conseil d'administration de Santé publique France, dans sa séance du 11 mars 2022,

**APRES EN AVOIR DELIBERE,**

**Article 1** – Le conseil d'administration autorise la Directrice générale de Santé publique France à procéder sur 2022 à un abondement du fonds de concours destiné au programme budgétaire 150 de l'Etat relatif aux formations supérieures et à la recherche universitaire à hauteur d'un montant maximum de 18,5 millions d'euros. Cet abondement sera réalisé après signature d'un avenant à la convention de subvention établie entre Santé publique France et le ministère le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Cet abondement pourra se faire, dès réception des montants équivalents effectués par l'Acoss, par des versements successifs au cours de l'année 2022, au plus près des besoins budgétaires et de trésorerie du programme 150.

**Article 2** - La Directrice générale est chargée de la mise en œuvre de la présente délibération.

Signé

Délibération rendue exécutoire  
le : 11 mars 2022

Jean-Jacques COIPLLET  
Président du Conseil d'administration par intérim